

## Les relations des Émirats arabes unis avec l'extrême droite en Europe

Pourquoi les Emirats arabes unis souhaitent financer le Front National ? - L'Observatoire du Qatar - 26 juillet 2017

En étayant sa démonstration de nombreuses preuves, l'ouvrage "**Marine est au courant de tout...**" détaille **comment les Emirats arabes unis ont approché Marine Le Pen pour lui proposer des financements**. Le but de l'opération de séduction ? Faire du Front National, dont **Abou Dhabi espérait la victoire aux dernières élections, un allié de poids dans la confrontation qu'il mène contre le Qatar**.

Marine Turchi et Mathias Destal sont deux journalistes qui couvrent l'actualité du Front National (FN) depuis plusieurs années. Leur ouvrage fait partie des contributions qui apportent **d'utiles éclairages sur les dysfonctionnements des partis politiques français, en particulier du Front National**. [...]

- **Le Qatar, cible de l'obsession d'Abou Dhabi**

Parmi ses précieuses confidences, l'ouvrage apporte des informations inédites sur un angle mort de la scène politique intérieure que constitue la **stratégie des Emirats arabes unis de soudoyer des élus en vue d'infléchir, à terme, la position de la France sur certains dossiers internationaux**. Généralement présenté en France (à rebours de ses voisins du Qatar et de l'Arabie saoudite) comme un Etat politiquement stable, économiquement prospère et véhiculant un islam « modéré », le livre nous fait à contrario découvrir un **pays qui met sa monumentale puissance financière au service d'un règlement de compte diplomatique**.

Au départ pourtant, tout devrait opposer les deux protagonistes. Partisan de la préférence nationale, parti qui cultive une aversion pour l'islam et l'immigration et volontiers détracteur des liens qu'entretient la France avec les puissances de l'argent que sont les monarchies pétrolières arabes, le **Front National était loin de présenter un visage avenant pour un Etat qui s'est longtemps aligné sur la politique étrangère du puissant voisin saoudien**. Mais les **soubresauts de la géopolitique du Moyen-Orient** sont passés par là et ont poussé Abou Dhabi à passer à l'offensive pour contrecarrer le dynamisme du Qatar. La raison de ce divorce entre frères du Golfe ? **L'irruption des printemps arabes et la politique diamétralement opposée qui ont divisé les deux capitales**. [...]

- **En France, le FN dans le viseur**

Sur la scène de l'Hexagone, l'offensive de charme n'est pas en reste et pour analyser comment les Emirats ont tenté une première approche avec le parti frontiste, il faut remonter à l'été 2014. L'ouvrage démontre ainsi qu'au cours du mois de juillet, **Marine Le Pen a reçu dans sa résidence privée située à Saint-Cloud un agent des services émiriens venu expressément chez elle dans une voiture portant une plaque diplomatique**. Révélée par la lettre d'information Intelligence Online dans un article datant de février 2016 dans un article datant de février 2016, cette entrevue n'a jamais été démentie par Marine Le Pen. **Pire, l'un des participants, l'ex-conseiller en affaires internationales de la patronne du Front National Aymeric Chauprade a affirmé que l'émissaire émirien a déclaré que « son pays veut aider le Front National »**. « Cela signifie que les Emirats pouvaient apporter de l'argent pour le financement de la campagne présidentielle de 2017 » ajoute encore A.

Chauprade qui, depuis, a claqué la porte du parti du fait de « divergences de fond » avec sa ligne politique.

Cette révélation d'une première entrevue où les Émirats proposent ouvertement un financement du parti frontiste arrive à un moment où le FN fait face à divers obstacles pour financer ses futures campagnes en vue des élections présidentielles et législatives de 2017. Profitant de cette difficulté, Abou Dhabi saisit alors l'opportunité en proposant son aide. À l'instar des responsables russes, les **dirigeants émiriens font en effet le calcul que la période pour une telle opération est propice puisque le FN caracole en tête des sondages** et émerge comme la première formation politique de France suite à son succès retentissant au premier tour des élections régionales de décembre 2015. Même si cette consultation ne lui permet finalement pas de s'emparer d'exécutifs régionaux, il n'en demeure pas moins que son score élevé (26% au niveau national avec des pics historiques de 42% en PACA et dans le Nord de la France) **amène les Emirats à la conclusion que Marine Le Pen est aux portes du pouvoir**. Le livre rapporte que **déjà au printemps 2014, un accord de prêt était sur le point d'être signé avec une banque d'Abou Dhabi**. Cependant, la signature a été annulée in extremis à cause de « pressions émanant de l'Etat français ».

L'autre moment de l'idylle entre le FN et le gouvernement de Mohamed ben Zayed eu lieu un an plus tard. Souhaitant se forger une stature présidentielle, Marine Le Pen s'envole en Égypte en mai 2015. Au cours de son séjour qui s'étale sur plusieurs jours, elle rencontre les plus hauts responsables de l'appareil d'État égyptien, du président Abdel Fattah al-Sissi au Premier ministre en passant par Khaled Fawzi, patron des services de renseignement. D'après l'ouvrage, **non seulement l'ensemble du voyage a été financé par des fonds émiriens mais si Marine Le Pen a pu bénéficier d'audiences avec toutes ces hautes personnalités**, c'est « sous l'amicale pression des services de renseignement émiriens ». Ayant versé plus de 13 milliards de dollars au nouveau pouvoir et s'étant engagé à verser près de 4 milliards supplémentaires, Abou Dhabi est en effet le principal soutien financier d'un régime égyptien aux abois. Dès lors, rien ne se refuse à ce généreux bailleur de fonds. Là encore, Marine Le Pen n'a jamais démenti l'information selon laquelle, c'était bien une officine liée au gouvernement des Émirats arabes unis qui avait financé son voyage. Pour se défendre, Florian Philippot a fini par déclarer que quand bien même cette information était véridique, « cela ne serait pas du tout un problème parce que ce n'est pas du tout le même pays (que le Qatar) ».

- **La connexion Israël/FN/Emirats**

Ces généreux services rendus par les Émirats n'ont pas été vains et le retour d'ascenseur fut à la hauteur des attentes. **En effet, en l'espace de quelques mois, le FN a multiplié les déclarations condamnant le Qatar et l'Arabie Saoudite en les qualifiant de parrains du terrorisme international**. Sur l'antenne arabe de France 24 mais également sur la radio Europe 1 ou lors de conférences de presse ou de meetings, **Marine Le Pen n'a eu de cesse de reprendre un refrain qui a ravi ses amis à Abou Dhabi**. Cette offensive médiatique a été menée de concert avec la charge de certains milieux pro israéliens qui ne cachaient pas leur satisfaction de voir le Qatar être traîné dans la boue. **L'un des acteurs de cette connexion entre mouvance pro-israélienne, lobbying émirien et direction du Front National fut le tandem Florian Philippot/Gilles William Goldnadel**. Ce dernier, éditorialiste influent et avocat lié au CRIF et au groupuscule radical LDJ (Ligue de défense juive) s'est notamment illustré en prenant la défense du vice président du FN lors de la plainte l'opposant à l'ambassade du Qatar en France.

Un autre exemple de cette convergence se situe dans **l'utilisation de procédés frauduleux pour noircir l'image du Qatar dans l'opinion**. Dans une affiche qui devait démontrer le soutien de Doha au

terrorisme, le **FN a repris une déclaration de Ron Prosor**, ambassadeur israélien à l'ONU qui avait déclaré que l'émirat était devenu « un "club med" pour terroristes ». [...]

### La résolution sur les Émirats arabes unis du Parlement européen - octobre 2018

Le 4 octobre 2018, le **Parlement européen a adopté une résolution condamnant le harcèlement, la persécution et la détention d'Ahmed Mansoor**, défenseur des droits de l'homme, condamné à 10 ans de prison en mai 2018 aux Emirats arabes unis (EAU).

La seule raison de sa détention, de son procès et de sa condamnation était le contenu de son expression en ligne, et les accusations portées contre lui sont fondées sur des **violations présumées de la loi répressive des Émirats arabes unis sur la cybercriminalité de 2012**, qui a permis aux autorités des EAU de réduire les défenseurs des droits humains au silence et prévoit de longues peines de prison et des sanctions financières sévères pour ceux qui critiquent les dirigeants du pays.

Bien que la résolution se concentre sur le cas de Mansoor, elle **aborde également le contexte plus large de l'intensification de la répression contre toute forme de dissidence pacifique** aux Émirats arabes unis, en particulier depuis 2011, puisque les Émirats arabes unis ont cherché à mener, avec leur proche allié l'Arabie saoudite, la **contre-réaction révolutionnaire au printemps arabe**. [...]

**Le Parti populaire européen (PPE)**, principal groupe de centre-droit, et, à sa droite, les **conservateurs et réformistes européens (ECR)** britanniques et polonais, ont participé aux négociations entre les partis, mais ont **refusé d'approuver le texte qui en a résulté parce qu'il était trop critique envers les EAU**. [...] L'ECR s'est félicité de "l'engagement des EAU à promouvoir les valeurs de modération et le rôle constructif dans la lutte contre l'extrémisme", soulignant qu'ils sont un allié clé de l'Union européenne dans le "golfe Arabe" et que la stabilité de ce "golfe Arabe" est d'intérêt stratégique pour l'OTAN.

**Dans les jours qui ont précédé le vote, le lobby émirati a intensifié ses efforts pour faire dérailler l'adoption de la résolution commune**. Une fois que le lobby a obtenu le soutien de la droite, il a identifié l'Alliance centriste des démocrates et des libéraux d'Europe (ADLE) comme étant potentiellement le flanc faible de la coalition progressiste et a cherché à réduire un nombre suffisant de ses membres pour couler la résolution.

Les résultats du vote par appel nominal ont montré que le bloc progressiste a voté de manière consolidée, à quelques exceptions près. Elle a été aidée par quelques défections des groupes politiques qui ont voté contre la résolution, tels que les Italiens du Mouvement populiste des cinq étoiles, les nationalistes flamands et divers modérés du PPE, notamment de Suède, des Pays-Bas, de Belgique et du Portugal. **L'aile droite du Parlement, y compris l'extrême droite du groupe Europe des nations et de la liberté (ENF), qui comprend des groupes tels que le Front national français et la Léga italienne, a voté à une écrasante majorité pour rejeter cette résolution**.

Si l'impact des EAU à Bruxelles s'avère aussi perturbateur que ses opérations à Washington, **l'alliance entre les populistes conservateurs et le lobby des EAU pourrait être plus subversive pour la politique européenne que ne le suggère actuellement son réseau naissant**. Tout dépend si les Émirats arabes unis choisissent de faire pression à la droite du Parti populaire européen, ce qui pourrait renforcer les forces qui s'opposent totalement à l'idée d'une Europe libérale.